

GRANDE ET PETITE FÉDÉRATION

Au soir du 19 décembre, sans perdre un instant, Gaston Defferre a repris son offensive contre Guy Mollet. D'un simple point de vue tactique, le moment était sans doute mal choisi. Le succès obtenu par Mitterrand a renforcé la position de Guy Mollet qui, de la manière la plus expéditive, a fait ajourner « sine die » le congrès extraordinaire de la S.F.I.O., qu'il s'était engagé voici peu à réunir dès janvier-février.

Des raisons impérieuses ont dû amener Defferre à engager la bataille dans des conditions apparemment défavorables. La succession au régime gaulliste se pose, en effet, désormais, en termes plus concrets, et l'échéance des élections législatives pourrait être décisive à cet égard. L'initiative de Defferre s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par la bourgeoisie pour mettre en place une solution de rechange au régime actuel en décrépitude et assurer la transition en limitant au maximum la pression ouvrière qui pourrait s'exercer puissamment en cette phase critique. Le projet de la grande Fédération qui va des « indépendants » à la S.F.I.O. tend à la création d'un parti démocrate de type américain qui consacrerait la disparition d'une aile du mouvement ouvrier en tant que force politique indépendante. A l'exemple de la social-démocratie allemande, cette entreprise officialiserait la renonciation de la S.F.I.O. à toute velléité d'esprit socialiste.

L'échec de la grande Fédération est loin d'avoir mis un point final aux aventures intégrationnistes. La petite Fédération créée par Mollet n'a pas des desseins différents de ceux de son aînée malheureuse. Elle compte seulement les atteindre en respectant certaines étapes, en préservant certaines apparences. C'est que le débat entre Mollet et Defferre ne porte pas sur le fond. Ils sont disposés l'un et l'autre à gouverner demain associés à la droite. Ils veulent tous deux réaliser l'intégration du mouvement ouvrier dans les rouages économiques et politiques du néo-capitalisme. Leur différend porte sur les modalités de cette intégration.

Defferre a échoué pour avoir voulu brûler les étapes, trop confiant en son lancement à l'américaine sous l'égide de son manager J.-J. Servan-Schreiber. Sa tentative de rapprochement et d'accord contractuel avec le M.R.P. et les indépendants a rencontré l'hostilité d'une partie de la base de la S.F.I.O. et a heurté plus particulièrement une certaine clientèle syndicaliste F.O., enseignants, militants d'organisations laïques, etc.

Ces résistances ont été pleinement exploitées par Mollet qui n'a eu aucune peine

à comprendre les dangers qu'impliquait un glissement à droite trop brusque et trop prononcé, une intégration politique trop poussée prématurément. A ce jeu, la S.F.I.O. risquait de se couper d'un secteur ouvrier et fonctionnaire important et de laisser le champ libre au P.C.F. au sein du mouvement ouvrier. Elle en sortirait dévalorisée du même coup aux yeux de ses futurs partenaires réactionnaires et gagnerait fort peu au change.

La S.F.I.O. ne tire pas seulement sa force d'une certaine clientèle de travailleurs, elle bénéficie également de l'appoint électoral du P.C.F., et il est important qu'elle soit en position d'obtenir cet appui. La petite Fédération dont les chances de succès étaient faibles au départ voit son étoile briller d'un plus vif éclat en fonction du prestige acquis par F. Mitterrand au terme de la campagne présidentielle. Cette entreprise d'intégration heurte moins les esprits du fait que l'on a pris l'habitude de situer les radicaux à gauche. Bien qu'il s'agisse d'une opération dirigée en partie contre lui, le P.C.F. n'en fait pas moins bonne mine à la petite Fédération dans la mesure où cela renforce sa position de « parti de la classe ouvrière ».

Le dessein de la petite Fédération est aussi d'entraîner le P.C.F. vers la droite dans la voie de l'intégration dans le « système ». Guy Mollet est particulièrement attentif aux évolutions du P.C.F. et fonde de grands espoirs dans les progrès de la social-démocratisation qui s'y manifeste.

Il n'y a aucune chance pour Defferre — il vient de le reconnaître — de remettre actuellement sur ses rails la grande Fédération. Son premier objectif est d'abattre Mollet. Et il ne compte pas seulement y parvenir en menant la lutte à l'intérieur de la S.F.I.O. L'épreuve de force se déroulera aussi, et peut-être surtout, dans la petite Fédération où l'alliance Mollet-Mitterrand prendra tôt ou tard une tournure particulière.

M. A.

La hache sur

Il y a trois semaines, *l'Humanité* publiait sur trois colonnes un communiqué de la direction de l'U.E.C. condamnant la lettre ouverte de son secteur Lettres qui « prétendait poser des questions à F. Mitterrand ». Trois colonnes dans l'organe central du P.C.F. pour un « groupe sans représentativité ». Entretiens, un autre « groupe prétendant être la direction de ville de Lyon de l'U.E.C. » se trouvait inondé d'injures par le journal régional du P.C. avant d'être bureaucratiquement exclu. Et pourtant, le fidèle lecteur de *l'Humanité* ne se posait plus de question depuis le VIII^e congrès de l'U.E.C. où les « étudiants avaient repris eux-mêmes en main leur organisation » (R. Leroy). Tout semblait alors réglé ; trois semaines plus tard, le nouveau Bureau national de l'U.E.C. avait été invité à Moscou.

Le 15 et 16 janvier prochain, les membres du Comité national sont de nouveau convoqués avec pour mission — peu statutaire — d'opérer, après celle de Lyon, une nouvelle saignée dans l'organisation. Il s'agit cette fois-ci d'exclure à peu près la moitié des étudiants communistes de Paris. Désormais, la question se pose, la direction du P.C.F. est-elle prête à saborder son organisation étudiante plutôt que de tolérer une opposition de gauche qui se développe assez rapidement.

Pour la première fois dans son histoire, la direction stalinienne du P.C.F. est parvenue à reprendre en main la direction d'une de ses organisations qui lui échappait, sans réussir à s'assurer le contrôle de sa base. Les bureaucrates ne semblent pas comprendre que des phénomènes nouveaux sont en train d'apparaître dans la jeunesse, qui font qu'aujourd'hui le P.C.F. se trouve incapable d'enrayer la baisse de prestige de ses organisations de jeunes et leur incapacité totale à s'imposer à la jeune génération. Parallèlement, on assiste aujourd'hui à une repolitisation d'une avant-garde de cette jeunesse dont les premiers signes se manifestent par la survie et le développement de l'opposition de gauche à l'U.E.C.

Depuis plus d'un an, cette gauche a réussi à clarifier progressivement ses positions et ses perspectives, ce qui lui a permis de s'imposer malgré la présence de courants confus qui s'efforçaient de cacher leur manque de perspectives par une démagogie verbale. Comprenez qu'elle ne pouvait s'étendre qu'en alimentant les discussions idéologiques internes par des expériences de luttes concrètes, l'opposition révolutionnaire s'est rapidement trouvée à la tête des luttes étudiantes à chaque fois que l'occasion s'en est présentée. C'est elle qui a organisé la lutte antifasciste des derniers mois en n'hésitant pas à affronter les groupes d'Europe-Action chaque fois qu'il le fallait. Dans sa lutte anti-impérialiste, la gauche a réussi malgré le sabotage des dirigeants staliniens à organiser une manifestation unitaire qui rassembla 3 000 étudiants au cœur de Paris.

Enfin, il y a un mois, le secteur Lettres sortait son premier journal imprimé *l'Avant-Garde Sorbonne*.

Face à ces résultats, le bilan de la nouvelle direction « suiviste » est un bilan de faillite qui risque de faire de l'U.E.C. ce qu'est déjà la J.C., à savoir une organisation moribonde. Dès qu'une minorité oppositionnelle apparaît, les congrès et assemblées générales sont repoussés et n'ont pas lieu. Certaines villes n'ont plus connu de congrès depuis 9 mois. En général, le travail de routine n'est même plus assuré du fait de l'absence totale de cadres en tant soit peu capables.

La direction du P.C.F. se rend compte maintenant qu'elle ne contrôle plus l'organisation et s'apprête à changer de tactique.

Lors d'une assemblée des militants parisiens tenue à la Mutualité à la veille du second tour des Présidentielles, en présence d'un dirigeant du P.C.F. et du Bureau national, une résolution condamnant la candidature de F. Mitterrand fut adoptée par les trois quarts de la salle ; les dirigeants staliniens étant obligés, au moment du vote, de quitter la salle à peu près seuls.

Le statu quo ne semble plus durable, et l'on doit s'attendre prochainement à une grande épuration de l'U.E.C. qui, menée jusqu'au bout, aboutirait à la liquidation de l'organisation. A Lyon, 40 militants de gauche se retrouvent exclus ; à Bordeaux, un processus analogue est en cours. A Paris, le cercle de Médecine de 6^e année a été dissous. Enfin, l'exclusion du secteur Lettres est envisagée à la suite de la parution de sa lettre ouverte à F. Mitterrand.

Cependant, dans le contexte présent, il est clair que l'exclusion du secteur Lettres traduirait de la part du P.C.F. la volonté d'en finir avec « ses étudiants ». L'oppo-

ETRANGE HASARD !

Il paraît qu'il existe une imprimerie dont le sigle est P.C.I. Au cours de la campagne électorale, elle travaillait pour la « Direction des relations publiques et de l'information », officine de propagande gaulliste qui ne signait pas tous ses tracts. En particulier, l'un d'entre eux, sur le thème « Non, M. Mitterrand, vous n'êtes pas l'homme de la gauche française » et se terminait par la formule : « Si c'est de Gaulle qui peut faire la politique de la gauche,

vive de Gaulle ! » Ce qui fait que ce tract semblait simplement signé : « P.C.I.-Paris ». Etrange hasard !

Nous n'avons pas la mante de la persécution. Mais il y a eu par ailleurs d'honnêtes gens mal informés pour dire en imprimant que nous appelions à voter de Gaulle. Alors, MM. des Fonds Secrets, la prochaine fois que vous vous mettez un faux nez, on aimerait que vous évitiez de vous faire notre profil.

LES GRIS LENDEMAÎNS D'IV

(Suite de la page 1)

» Si, au contraire, François Mitterrand est élu dimanche prochain, le général de Gaulle ne voudra sans doute pas ternir son personnage historique en gardant le pouvoir par la force.

» Quels que soient les reproches que l'on puisse lui adresser sur sa conception du pouvoir, sur sa politique, il est évident qu'il est de tous les gaullistes le seul à pouvoir empêcher ses plus dangereux partisans de faire une folie.

» De Gaulle battu par Mitterrand, les pouvoirs seront transmis, avec peu de bonne grâce sans doute, mais il y a plus de chances qu'ils le soient régulièrement par l'actuel président de la République que par certains personnages qui vivent dans son entourage.

» C'est le souci d'assurer la transition dans l'ordre, sans aventure, du régime exceptionnel dans lequel nous vivons à un régime normal qui doit pousser tous ceux qui ne sont pas encore convaincus par des arguments de politique générale à voter pour François Mitterrand (...). [Ils] donneront [ainsi] au général de Gaulle l'occasion de rendre un dernier service à la France.»

Bien entendu, cette déclaration, faite alors qu'il était certain que Mitterrand ne l'emporterait pas sur de Gaulle, avait pour but principal de faire retomber sur le premier et sur ses supporters (aux premiers rangs desquels Mollet, est-il besoin de le rappeler) la responsabilité d'un échec et d'un péril grave que la combinaison defferriste était censée devoir éviter.

La rancœur de ce courant deux fois battu (en Defferre et en Lecanuet) s'exprime par des calculs hypothétiques, beaucoup plus discutés depuis les élections que pendant la campagne électorale, parce qu'il s'agit en fait de l'exploitation de ses résultats, et qu'il misent essentiellement

sur l'extensibilité de la capitulation du P.C.F. devant les « démocrates ».

Defferre candidat au lieu de Mitterrand, cela aurait signifié un candidat du P.C.F. et pas de Lecanuet (l'hypothèse oubliée que Lecanuet autant que Mollet a fait capoter l'opération defferriste) donc, on suppose Defferre arrivant en second, et encore le P.C.F. obligé de reporter ses voix, tout comme Tixier-Vignancour, sur le candidat « républicain », et voilà comment l'on proclame Defferre élu. On voit tout ce que ce calcul arithmétique a de simpliste, et l'ignorance qu'il garde ou veut garder des réactions politiques pourtant claires dans ce scrutin dont le système même, parce que contraignant, fait se bloquer ensemble les voix déterminées par l'approbation d'une politique et celles déterminées par l'opposition à la politique opposées, ce qui est loin d'être la même chose.

Le calcul defferriste du centre droit spéculait en fait sur une discipline automatique de l'électorat ouvrier qui n'existe pas, et n'a même pas joué pour Mitterrand, pour-

tant plus habile manœuvrier, puisque 45 % des électeurs ouvriers ont voté de Gaulle.

La seule hypothèse où un Defferre ou un Lecanuet aurait pu être élu, serait celle où la bourgeoisie aurait eu le plus vif besoin de choisir l'un d'eux comme remplaçant à de Gaulle. On a vu qu'on n'en était pas là.

Le centre gauche devrait être triomphant, en fait, il est dans l'expectative. Les lendemaîns de cette « victoire » sont mornes, et les « vainqueurs » semblent considérer le terrain en s'apercevant qu'au fond rien n'est changé, et que la fameuse « unité » s'est dissipée avec le bruit et la fumée.

Les 10,6 millions de voix de Mitterrand sont composées de ses voix du premier tour, augmentées des voix de Tixier-Vignancour (qui ont mieux suivi la consigne que nous ne le pensions) et de voix de Lecanuet, c'est-à-dire de voix de droite opposées à de Gaulle sur les options les plus réactionnaires (Europe, Alliance atlantique).

UNE AUTRE SOLUTION

et réactionnaire, sans programme sérieux. Les sondages révèlent que l'électorat était très peu pré-conditionné, qu'il a évolué en quelques semaines sous l'effet des interventions à la radio et à la télévision. Cela ne prouve-t-il pas qu'un candidat même inconnu avait (et aura) ses chances, non pas de se faire élire — ce qui n'est pas le problème — mais d'ouvrir une voie, en s'adressant à l'intelligence des électeurs des classes laborieuses, en faisant une critique cohérente du pouvoir, et en lui opposant un programme également cohérent d'intérêt des travailleurs ?

Un tel candidat n'aurait pas eu le succès numérique de Mitterrand ? Sans doute ! Mais on peut penser que s'il